

## INFO-NÉGO

### Moyens de sensibilisations (2)

#### Négociation

---

À la suite du moyen de sensibilisation mis en place le 17 septembre dernier consistant au refus de temps supplémentaire régulier pour la journée, plus tard dans la même semaine, il avait été décidé de laisser aux officiers de la Sûreté le soin de s'occuper de l'octroi du temps supplémentaire (TS) et celui de voir à trouver les effectifs nécessaires en cas de temps supplémentaire obligatoire (TSO).

Or, selon nos informations, le simple fait de laisser aux officiers le soin de gérer le TS a été dans bien des unités, une catastrophe générant davantage de TSO. Il n'est pas besoin de discourir bien longtemps pour avoir à l'esprit que les troupes sur le terrain sont déjà épuisées et qu'il est tout à fait contre-productif d'en ajouter une couche supplémentaire. La santé et la sécurité de nos membres nous préoccupent et doivent demeurer une priorité.

Ainsi, devant l'incapacité ou l'absence de volonté de plusieurs officiers de gérer efficacement le temps supplémentaire régulier, avec le souci constant du bien-être des membres, et afin de minimiser également l'arbitraire dans les décisions qui doivent être prises sur le sujet. **Il a été décidé de recommander aux membres de recommencer leur gestion du temps supplémentaire (TS) selon les mêmes modalités qui prévalaient avant le 17 septembre dernier.**

Cependant, il va de soi que la gestion des situations de TSO continuera d'être gérée au niveau des officiers.

De plus, étant donné que nos membres recommenceront leur gestion du temps supplémentaire régulier, **nous sollicitons votre collaboration afin que le programme d'évaluation du personnel PAPP soit suspendu à compter d'aujourd'hui, et ce, pour une durée indéterminée, sauf pour les recrues en période de probation.**

Au niveau des négociations, une rencontre a eu lieu à la demande du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) le 27 septembre, lors de laquelle une offre a été déposée par le SCT que nous avons refusée immédiatement. L'Association a répondu séance tenante par une contre-offre, que nous avons confirmée par écrit cette semaine. Notez que les écarts sont encore grands entre les parties et que nous sommes, pour l'instant, en attente des nominations au Conseil des ministres à la suite des dernières élections pour obtenir une réponse à notre offre.

Nous vous tiendrons informés des développements devant survenir.

Syndicalement vôtre,

Votre Association